

Montreuil, le 2 avril 2012

Réponses à La France Agricole

1) En cas de victoire de votre parti, quelles sont les trois mesures prioritaires que vous prendrez pour le secteur agricole ?

1. La reprise en main démocratique de la gestion du foncier par l'Etat, les collectivités locales ou les communes, avec une représentation de toutes les composantes d'agriculteurs, et la fin de la gestion mafieuse par les SAFER et le syndicalisme majoritaire.

2. L'encadrement des marges de l'approvisionnement, de la transformation et de la distribution.

3. Le soutien des mécanismes de contingentement des productions garantissant un revenu minimum et le renforcement de la représentation des producteurs et des ouvriers et employés dans les instances où se décident la planification des productions. Cette proposition est liée au renforcement des droits des salariés de l'agriculture, des industries de l'agrofourniture et de l'agroalimentaire, et de la grande distribution.

2) Faut-il encore verdir la politique agricole -au sens large- et si oui de quelle façon ? *(par la PAC et/ou par des mesures nationale ? par la réglementation et/ou par des démarches volontaires ?* …)

De nouvelles règles doivent s'appuyer sur la nécessaire reconversion de l'agriculture et le passage d'une agriculture intensive à une agriculture à taille humaine, plus autonome, écologique, garantissant la souveraineté alimentaire des pays membres et de tous les peuples du monde. Il faut une réorientation massive des aides vers les systèmes de production respectueux de l'emploi et de l'environnement : aides plafonnées par travailleur, obtention liée à des critères environnementaux favorisant les itinéraires techniques qui s'inscrivent durablement dans les limites naturelles de la préservation des ressources, aides aux investissements liés à l'amélioration du respect de l'environnement ou à l'amélioration des conditions de travail et à la réduction du temps de travail.

3) Faut-il aider l'agriculture ? Par quels moyens et à quelles conditions ?

Nous défendons une réorientation des aides vers les zones difficiles pour favoriser une occupation harmonieuse de l'espace rural et une réorientation des aides vers le développement et le soutien des circuits courts et des filières autogérées (AMAP, coopératives...). Toutes ces propositions, nationales ou européennes, sont mobilisatrices de fonds publics et supposent une révision complète de la fiscalité allant dans le sens d'une réhabilitation de l'impôt progressif et de la taxation forte des grandes fortunes et des capitalistes.

4) La course à la compétitivité doit-elle être soutenue ? Quelles mesures serez-vous prêt à prendre dans ce sens ?

Pour nous, le mot « compétitivité » est à bannir ! Il faut sortir de cette logique de la course aux profits. L'agriculture productiviste, enfant choyé des institutions, s'est installée solidement, attirant à elle, les flux de l'argent public. Intensification maximum en certains endroits, déprise agricole, désertification, pauvreté en d'autres. L'environnement est très sérieusement malmené par les pratiques de l'agro-business. Les marchés sont secoués par des crises à répétition, notamment de surproduction, et sanitaires. Volatilité ou baisse des prix insoutenables, spéculations sur les denrées, prix ne couvrant pas les coûts de production et les revenus, primes injustement réparties, autant de raisons d'invoquer une faillite de l'outil PAC.

5) La sécurité alimentaire passe-t-elle par la relocalisation de la production agricole ? Jusqu'où doit-elle aller ? *(Faut-il produire de tout en Europe ? en France ?)*

Nous sommes partisans d'aides au développement international allant dans le sens de la relocalisation des agricultures et la souveraineté alimentaire des peuples, de la fin de l'exploitation des travailleurs de la terre, et du respect de l'environnement.

6) L'usage des terres doit-il être réservé à la production alimentaire, ou faut-il en réserver une part pour les débouchés énergétiques et la préservation de la biodiversité ?

Nous sommes opposés au développement des agrocarburants. D'ailleurs nous préférons les appeler ainsi, plutôt que biocarburants, terme d'autant plus ambigu, que ces carburants, loin d'être bio, sont plutôt issus de la plus industrielle des agricultures... Le bilan énergétique de ces carburants est nul, voire pire. C'est l'exemple même de la fausse bonne solution verte. Surtout si nous considérons les surfaces retirées de l'alimentation, pour faire rouler nos voitures. Une partie de l'offre alimentaire est détournée vers un autre secteur, renchérissant les prix des denrées. A l'exemple du maïs mexicain et nord américain, utilisé en "essence", et qui a provoqué la hausse du coût de la tortilla et les émeutes qui s'en suivirent.
Il faut bien sûr préserver la biodiversité mais cela n'est pas incompatible avec une agriculture respectueuse de l'environnement... et cela passe notamment par l'arrêt de l'expérimentation et l'utilisation des OGM. Les multinationales de l'agrobusiness (semences, pesticides,...) veulent nous imposer notre alimentation par le biais des

semences qu'elles brevètent et commercialisent. Elles entendent mettre au pas les agriculteurs du monde entier, les empêcher de resemer leur production. Ces firmes capitalistes détruisent la souveraineté alimentaire des pays les plus pauvres, en faisant courir d'énormes risques aux écosystèmes.

Cordialement,
L 'équipe de campagne de Philippe POUTOU

www.poutou2012.org – contact@poutou2012.org

2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil